

INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE



Date : 03/05/2021

Pays : Côte d'Ivoire

Description des tâches : Recrutement d'un.e consultant national.e, en Droits de l'homme

Numéro du projet : Nations Unies Droits de l'homme « Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Durée du contrat/services (si applicable) :

La durée de la mission sera de 120 jours pendant une période de 6 mois, y compris les périodes de rédaction et de validation des livrables.

Les offres devront être soumises avec la mention :

« Recrutement d'un.e" consultant national.e, en Droits de l'homme ».

Par email à l'adresse : procurement.offers.ci@undp.org ou physiquement à l'adresse indiquée ci-dessous :

**Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Angle Avenue Marchand, Rue Gourgas Plateau en face de la radio
01 BP 1747 ABIDJAN 01
COTE D'IVOIRE**

Les offres placées sous plis scellés distincts devront nous parvenir au plus tard le 17 Mai 2021 à 17h00 et comprendront :

- **Une proposition technique : le CV avec 3 personnes références, une note méthodologique détaillée, l'organisation du déroulement des travaux et la capacité à réaliser ce type de travail**
- **Une proposition financière,**

Si vos propositions techniques et financières ne sont pas scellées dans des enveloppes séparées, ou dans deux dossiers distincts par mail, votre offre sera rejetée.

[Les offres reçues par un autre canal que celui mentionné ci-dessus seront automatiquement rejetées.](#)

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions par écrit à l'adresse indiquée ci-dessus ou par mail à procurement.ci@undp.org ; nous nous efforcerons de vous les fournir rapidement. Cependant, tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report.

L'offre technique devra inclure les informations et documents nécessaires à l'exécution de la tâche à accomplir :

1. Qualification, capacités et expériences (65)
2. Plan de travail (10)
3. Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR (25)

Votre offre financière doit être dans un document séparé de l'offre technique.

La méthode d'évaluation

La méthode d'évaluation qui sera utilisée est celle du meilleur rapport qualité/prix (score combiné). Il sera tenu compte des compétences et de l'expérience du consultant, de sa méthodologie de travail et de sa proposition financière.

Le dépouillement s'effectuera en deux étapes :

Le dépouillement des offres techniques :

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères d'évaluation ci-dessous. Seules les offres techniques ayant totalisé au moins 70/100 points seront retenues pour l'évaluation financière.

Le dépouillement de l'offre financière :

La proposition financière qui sera cotée sur 30/100 points, se fera sur la base d'un montant forfaitaire incluant (les honoraires et autres frais).

Le soumissionnaire techniquement qualifié (e) ayant obtenu le meilleur score à l'issue de la pondération de l'offre technique et de l'offre financière sera retenu.e.

Les critères d'évaluation technique

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
1.	Qualification, capacités et expériences	65					
2.	Plan de travail	10					
3.	Méthodologie proposée, approche conformément aux TDR	25					
Total		100					

Evaluation de la Proposition technique		Points maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					
1.2	5 ans expérience professionnelle pertinente dans le domaine des droits de l'homme ;	15					
1.3	Connaissance des instruments juridiques et mécanismes internationaux, régionaux et nationaux de promotion et de protection des Droits de l'Homme ;	10					
1.4	Expérience dans l'organisation de formations et d'ateliers sur les droits de l'homme ;	10					
1.5	3 ans expérience professionnelle pertinente dans le domaine de la migration et notamment aux questions relatives au trafic de migrants et/ou à la traite des personnes	5					
1.6	Expérience de travail avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme ;	5					
1.7	Expérience de travail avec la CNDH ou des ONG	3					
1.8	Références antérieures pour les travaux similaires	4					
1.9	Connaissance de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole additionnel, le Protocole contre le trafic illicite de migrants et Protocole contre la traite des personnes	3					
Total		65					

Evaluation de la Proposition technique (part 1)		Nbre de points maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
	Total	10					

Evaluation de la Proposition technique		Nbre de points maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
2.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
2.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	10					
2.3	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	5					
	Total	25					

Termes de référence

Consultant National en Droits de l'homme – Côte d'Ivoire

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Afrique de l'Ouest, et particulièrement la région du Sahel, fait actuellement face à de nombreux défis liés à la pauvreté, au changement climatique, à la croissance démographique rapide et à des menaces sérieuses à la stabilité nationale et régionale du fait des violations des droits de l'homme, du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée. L'instabilité politique dans la région et les crises humanitaires et la situation des droits de l'homme ont rendu les populations plus vulnérables et ont poussé des populations à émigrer pour se protéger et répondre à leurs besoins fondamentaux. Parallèlement, l'insuffisance des voies régulières de migration, la porosité des frontières, des capacités limitées des Etats, le manque de cadres légaux et de ressources pour lutter contre le trafic illicite de migrants ont permis aux groupes criminels organisés de développer des réseaux pour faire passer de grands groupes de migrants d'Afrique de l'Ouest et du Nord vers l'Europe posant aux migrants des abus graves, des violations des droits de l'homme et des risques pour leur vie.

Pour faire face à cette situation, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) ont mis au point une initiative conjointe, intitulé « PROMIS », visant à renforcer les capacités des États d'Afrique de l'Ouest pour développer une réponse fondée sur les droits de l'homme au trafic de migrants et répondre efficacement aux violations des droits de l'homme liées à la migration irrégulière. Afin d'assurer la mise en œuvre de certaines activités du projet PROMIS en Côte d'Ivoire, un.e consultant.e national.e en Droits de l'Homme sera recruté.

2. OBJECTIFS

Le/la consultant.e sera en charge de la mise en œuvre de certaines activités du projet relatives à la Côte d'Ivoire, sous l'étroite supervision de la coordinatrice du projet PROMIS basée à Dakar, Sénégal. En particulier, le/la consultant.e sera responsable des tâches spécifiques suivantes :

- Faire un plaidoyer auprès du gouvernement de la Côte d'Ivoire et les principaux acteurs étatiques pour la signature et la ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit des travailleurs migrants (CMW) ;
- Fournir une expertise technique sur la conformité du cadre juridique national et notamment de la législation de la Côte d'Ivoire avec les autres instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme dans le contexte de la migration;
- Fournir une assistance technique et juridique aux agences du SNU et aux partenaires gouvernementaux de la Côte d'Ivoire afin d'améliorer le cadre juridique et les politiques de la Côte d'Ivoire au regard des instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme en ce qui concerne les migrants;
- Organiser les campagnes de sensibilisation et de renforcement des capacités des parlementaires et autres acteurs étatiques en Côte d'Ivoire pour promouvoir et protéger les Droits de l'Homme de tous les migrants;
- Fournir un soutien technique et une assistance juridique régulière à la Commission Nationale des Droits Humains en Côte d'Ivoire, aux institutions juridiques et para-juridiques et aux acteurs de la société civile afin d'améliorer la protection des droits des migrants et leur accès à la justice;

- Concevoir et dispenser des formations spécialisées à la Commission Nationale des Droits Humains en Côte d'Ivoire sur l'approche basée sur les Droits de l'Homme dans le contexte de la migration, la traite des personnes et le trafic illicite de migrants.
- Le/la consultant.e entretiendra des rapports avec les entités du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, des homologues, des fonctionnaires, le personnel technique du Secrétariat et des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations-Unies; des hauts fonctionnaires au sein des gouvernements nationaux, des organisations internationales, des organisations de la société civile, etc.

3. RESULTATS ATTENDUS

- Mettre en œuvre et/ou soutenir des activités prévues par le projet ;
- Collaborer avec d'autres agences des Nations unies, le réseau des Nations unies sur la migration et les principales parties prenantes de la migration en Côte d'Ivoire sur la thématique de la migration ;
- Apporter une assistance matérielle et technique dans l'organisation et la mise en œuvre des formations en matière de Droits de l'Homme et migration, y inclus le droit des migrants qui font l'objet du trafic illicite de migrants ;
- Communiquer de manière efficace et en temps opportun, tout en interagissant avec le superviseur, l'équipe de projet et les parties prenantes internes et externes ;
- Faire preuve de loyauté et respecter la confidentialité de toutes informations recueillies dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

4. CHAMPS DES TRAVAUX

Le consultant sera basé à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et travaillera sous la supervision directe de la Coordinatrice du projet PROMIS basée au sein du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH BRAO) à Dakar, Sénégal.

Ses tâches sont structurées en quatre (4) phases/activités comme suit :

Phase 1 (activité 1) :

- Elaborer des TDR et organiser une table ronde avec les partenaires étatiques de la Côte d'Ivoire et les principaux acteurs étatiques pour la signature et la ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit des travailleurs migrants ;
- Fournir une expertise technique sur la conformité du cadre juridique national et notamment de la législation de la Côte d'Ivoire avec les autres instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme dans le contexte de la migration;
- Elaborer un rapport de l'activité 1, qui contient une analyse des résultats

Phase 2 (activité 2) :

- Organiser et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation et de renforcement des capacités des parlementaires, d'autres acteurs étatiques, ainsi acteurs non-étatiques (en particulier Ciné Droit Libre) en Côte d'Ivoire pour promouvoir et protéger les Droits de l'Homme de tous les migrants ;
- Elaborer un rapport de l'activité 2 qui contient une analyse des résultats

Phase 3 (activité 3) :

- Préparer une formation spécialisée pour la Commission Nationale des Droits Humains en Côte d'Ivoire sur l'approche basée sur les Droits de l'Homme dans le contexte des droits de l'homme et la migration ;

- Après validation par HCDH BRAO des TDR et des actions préparatoires proposées par le/la consultante, animer une formation pour la Commission Nationale des Droits Humains en Côte d'Ivoire sur l'approche basée sur les Droits de l'Homme dans le contexte des droits de l'homme et la migration

Phase 4 (activité 4) :

- Assister à des formations organisées dans le cadre du projet PROMIS (en particulier par ONUDC) en Côte d'Ivoire en tant que personne de ressource/ spécialiste en Droits de l'Homme ;
- Compte rendu des activités devront être mentionné dans le rapport finale.

5. METHODOLOGIE

Le/la consultant.e établira un chronogramme de travail qui sera validé par HCHD BRAO.

6. LIVRABLES ATTENDUS

Livrable 1 :

- Mise en œuvre satisfaisante de l'activité 1 et soumission du rapport d'activité selon le format proposé par le HCDH BRAO

Livrable 2 :

- Mise en œuvre satisfaisante de l'activité 2 et soumission réussie du rapport d'activité selon le format proposé par le HCDH BRAO

Livrable 3 :

- Mise en œuvre satisfaisante de l'activité 3 et soumission réussie du rapport d'activité selon le format proposé par le HCDH BRAO

Livrable 4 :

- Soumission du rapport final qui contient toutes les actions et activités menés dans le cadre de cette consultance.

7. PAIEMENTS DES LIVRABLES

Livrables	Montant
Activité 1 + Rapport 1	25 %
Activité 2 + Rapport 2	25 %
Activité 3 + Rapport 3	25 %
Activité 4 + Rapport 4 (final)	25 %

8. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

Le/la Consultant.e travaillera en étroite collaboration avec l'équipe PROMIS du HCDH BRAO et ONUDC ROSEN.

9. DURÉE DU CONTRAT

La durée de la mission sera de 120 jours pendant une période de 6 mois, y compris les périodes de rédaction et de validation des livrables.

10. LIEU D’AFFECTATION

Le/la consultant.e national.e sera basé.e à Abidjan en Côte d’Ivoire, mais pourrait effectuer des missions à l’intérieur du pays, si possible, au regard des limites de voyages liées au COVID-19. En cas de voyage, le transport et des DSAs seront fournis.

11. QUALIFICATIONS ET COMPÉTENCES

Formation

Diplôme en droit, relations internationales, sciences politiques ou de manière générale les sciences sociales ou humaines

Expérience

Requise

- 5 ans d’expérience professionnelle pertinente dans le domaine des droits de l’homme ;
- Connaissance des instruments juridiques et mécanismes internationaux, régionaux et nationaux de promotion et de protection des Droits de l’Homme ;
- Expérience dans l’organisation de formations et d’ateliers sur les droits de l’homme ;

Souhaitable

- 3 ans d’expérience professionnelle pertinente dans le domaine de la migration et notamment aux questions relatives au trafic de migrants et/ou à la traite des personnes ;
- Expérience de travail avec la CNDH ou des ONG ;
- Expérience de travail avec l’ONU dans le domaine des droits de l’homme ;

12. LANGUES

Langues

- La maîtrise du français (écrit et oral) est requise.
- La connaissance de l’anglais est un atout.

13. PROPOSITION D’OFFRE FINANCIÈRE ET DÉLAI DE PAIEMENT

L’offre financière du/de la Consultant.e National.e en Droits de l’homme doit être forfaitaire. Le forfait doit inclure les honoraires, les frais, etc.

14. PRÉSENTATION DE L’OFFRE

Les documents ci-dessous doivent être contenus dans l’offre technique du soumissionnaire :

- 1) Le Curriculum Vitae (CV) or P11, indiquant toutes les expériences antérieures et les contacts (email and numéro de téléphone) de 3 références ;
- 2) Une lettre de motivation adressée par le.a candidat.e ;
- 3) Une description détaillée de la méthodologie de travail et l’approche pour exécuter le travail selon les TDR ;
- 4) La proposition financière indiquant le montant forfaitaire proposé par le.a soumissionnaire pour la conduite de la mission

15. LES CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
1.	Qualification, capacités et expériences	65					
2.	Plan de travail	10					
3.	Méthodologie proposée, approche conformément aux TDR	25					
Total		100					

Evaluation de la Proposition technique		Nbre de points maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					
1.2	5 ans expérience professionnelle pertinente dans le domaine des droits de l'homme ;	15					
1.3	Connaissance des instruments juridiques et mécanismes internationaux, régionaux et nationaux de promotion et de protection des Droits de l'Homme ;	10					
1.4	Expérience dans l'organisation de formations et d'ateliers sur les droits de l'homme ;	10					
1.5	3 ans expérience professionnelle pertinente dans le domaine de la migration et notamment aux questions relatives au trafic de migrants et/ou à la traite des personnes	5					
1.6	Expérience de travail avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme ;	5					
1.7	Expérience de travail avec la CNDH ou des ONG	3					
1.8	Références antérieures pour les travaux similaires	4					
1.9	Connaissance de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole additionnel, le Protocole contre le trafic illicite de migrants et Protocole contre la traite des personnes	3					
Total		65					

Evaluation de la Proposition technique (part 1)		Nbre de points maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
	Total	10					

Evaluation de la Proposition technique		Nbre de points maximum	Consultant.e.s				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
2.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
2.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	10					
2.3	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	5					
	Total	25					

16. SELECTION

Le/la candidat.e techniquement qualifié (e) ayant obtenu le meilleur score à l'issue de la pondération de l'offre technique et de l'offre financière sera retenu.e.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

17. DETAIL DES COUTS

Détail des couts par élément :

Eléments	Coût Unitaire	Quantité	Cout total pour la durée du Contrat
Honoraires			
Autres Frais (Mentionner svp)			
<i>Forfait total :</i>			

18. METHODE D'EVALUATION CONSULTANT

L'analyse cumulative :

Le contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme :

- a) recevable / compatible / acceptable, et
- b) ayant obtenu le meilleur score sur un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers pondérés spécifiques à la sollicitation.

*Poids des critères techniques ; [70%]

*Poids des critères financiers ; [30%]

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70 points seront considérés pour l'évaluation financière

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.